ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

VISANT À LEVER LES CONTRAINTES À L'EXERCICE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR -
(N° 856)

AMENDEMENT

N ° CE769

présenté par

Mme Thomin, M. Potier, Mme Battistel, M. Benbrahim, M. Echaniz, M. Lhardit, M. Naillet,
Mme Rossi, Mme Jourdan, M. Barusseau, M. Courbon, M. Dufau et les membres du groupe
Socialistes et apparentés

ARTICLE 7

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Après l'alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

« – à la seconde phrase, après le mot : « environnemental », sont insérés les mots : « réalisée conjointement par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionné à l'article L1313-1 du code de la santé publique et l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à confier l'analyse du risque phytosanitaire et environnemental à l'ANSES et à l'INRAE.

Leur expertise permettrait d'assurer une évaluation indépendante et rigoureuse des risques associés à l'introduction de macro-organismes non indigènes, garantissant ainsi une meilleure protection des écosystèmes et des productions agricoles. L'intégration de ces organismes spécialisés permettrait également de renforcer la transparence scientifique et d'apporter un avis factuel et fiable sur les implications environnementales et écologiques.